Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

66 | 2020

Maurice Allais (1911-2010, X1931)

Maurice Allais au risque du XXI^e siècle

Bertrand Munier et Jean-Claude Trichet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2861>

DOI : 10.4000/sabix.2861

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2020

Pagination : 201-211

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Bertrand Munier et Jean-Claude Trichet, « Maurice Allais au risque du XXI^e siècle », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 66 | 2020, mis en ligne le 22 janvier 2021, consulté le 29 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2861> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sabix.2861>

Maurice Allais au risque du XXI^e siècle

Bertrand Munier et Jean-Claude Trichet***

*L'avenir, par définition, n'a point d'image.
L'histoire lui donne les moyens d'être pensé.*

Paul Valéry, *Regards sur le Monde actuel*

Quels jugements Maurice Allais aurait-il porté sur la situation économique qui émerge et quelles réponses tirées de l'Histoire et de l'Économie peut-on conjecturer qu'il aurait apportées aux questions que soulève le début du XXI^e siècle ?

Face à des difficultés économiques radicalement nouvelles ou soumises à des conditions très différentes de celles qu'il a pu connaître, il serait présomptueux de chercher à déterminer la façon précise dont Maurice Allais aurait proposé de résoudre ces difficultés. On se gardera bien entendu de se livrer ici à l'exercice qui consisterait à donner de nouvelles occasions de s'exprimer à un disparu. Mais les écrits de Maurice Allais et les commentaires qui nous sont connus permettent d'imaginer les réactions d'économiste qu'il aurait manifestées et, par là-même, les grandes lignes des recommandations qu'il aurait sans doute formulées. En outre, certains des problèmes

généraux soulevés par les économistes se posent aujourd'hui dans des termes voisins de ce qu'ils étaient du vivant de Maurice Allais. Dans ces cas-là, nous connaissons les recommandations du grand économiste qu'il a été, même si la rigueur intellectuelle qui était la sienne l'aurait sans doute conduit de nos jours à des précautions de mise en application que l'on peut imaginer sans trop de mal.

L'objet de cet article est donc de solliciter le regard de Maurice Allais – qui n'est pas nécessairement celui des auteurs sur tous les sujets – face aux débats qui animent le monde actuel en s'appuyant sur quelques-uns des traits majeurs de la pensée du grand savant. L'économiste reconnu par un prix Nobel n'était en effet pas qu'économiste, il était aussi l'un des grands intellectuels de son siècle, curieux de beaucoup de domaines et attentif à la condition sociale de tous, à commencer par les plus modestes auxquels ses origines le rattachaient. Pour aller des

* Professeur émérite des universités, ancien directeur du Département d'économie de l'ENS de Paris-Saclay.

** Membre de l'Institut, gouverneur honoraire de la Banque de France, ancien président de la Banque centrale européenne.

questions les plus générales aux plus complexes, on examinera d'abord comment Maurice Allais aurait jugé les traits d'ensemble de nos économies du début du ^{xxi}^e siècle, puis les problèmes de l'économie européenne et enfin les difficultés des relations économiques internationales.

Les rentes de situation du capitalisme : « les murs s'effritent » ?

Une économie de marché doit son efficacité à l'émulation de la concurrence et, aux yeux de Maurice Allais, le rôle que les économistes néo-classiques réservent à l'efficacité du système des prix n'a de sens que si cette émulation produit son plein effet, ce qui implique qu'elle puisse s'exercer dans une économie purgée de toute rente de situation importante. Ce point de vue de Maurice Allais a toujours marqué sa pensée, peut-être plus particulièrement à partir des années 1960 et a été développé de façon explicite dans la « Théorie générale des surplus » (1981), celui de ses ouvrages le moins connu. Par contraste, la direction prise par le capitalisme à l'aube du ^{xxi}^e siècle choquerait aujourd'hui Maurice Allais, comme ses derniers écrits en laissent poindre l'expression – parfois excessive, jamais gratuite. Pour un économiste qui croit en pleine honnêteté intellectuelle à l'efficacité de l'économie de marché, les rentes de situation sont génératrices d'inégalités sociales injustifiées et de faible performance économique. A ce titre, elles doivent être éliminées. Dans les cas où cela s'avère impossible, elles doivent être socialisées, soit quant à leurs effets sur la répartition des revenus, soit quant à leurs impacts sur la gouvernance des organisations. Le rapport Rueff-Armand avait ainsi dénoncé dès 1959 des situations abusives, souvent dues à une législation désuète, à côté de multiples autres types de rentes. Mais il est resté lettre morte sur bien des points, laissant autant de regrets à Maurice Allais, dont la vision du capitalisme est proche, sur ce point, de celle d'un Schumpe-

ter. Or, le capitalisme, depuis la crise engendrée par la rente pétrolière, a évolué, en ce début du ^{xxi}^e siècle, vers ce que les analystes ont parfois qualifié, non sans raisons, de *capitalisme de rentiers*.

– La rente foncière, en particulier urbaine, a explosé du fait de la croissance démesurée des agglomérations et des effets croisés des activités qu'elles renferment, donnant lieu à des surcoûts socialisés mais surtout à des prix du logement devenus inaccessibles au plus grand nombre des salariés. Après une première proposition, vite abandonnée par son auteur, de nationalisation des sols, Maurice Allais a défendu l'établissement d'un impôt sur le capital physique, non seulement immobilier mais aussi industriel, artistique, etc. (de parenté très éloignée avec l'impôt sur la richesse tel qu'on l'a connu depuis 40 ans) susceptible de dispenser, dans la France des années 1970, d'une grande partie de l'impôt sur le revenu. Conjointement à la réforme monétaire évoquée plus bas, il aurait même dispensé de l'intégralité de cet impôt. Etablir un tel impôt sur le capital physique rencontrerait aujourd'hui de grandes difficultés d'application et Maurice Allais aurait peut-être – comme il l'avait déjà fait après 1947, ainsi qu'on vient de le souligner – modifié les solutions à apporter sur ce point. On est ici confronté à un trait fréquent de la pensée de Maurice Allais, l'hypothèse provisoire que son modèle pourrait s'appliquer non seulement à une économie fermée, mais aussi à un ensemble d'économies proches, reliées entre elles. La suggestion de remplacer par un impôt sur le capital physique l'impôt sur le revenu n'était en réalité praticable que si elle était appliquée en même temps dans nombre de pays avancés... Mais il demeure bel et bien que la question de la rente, en particulier urbaine, est plus que jamais une question majeure dans nos économies. On peut noter à cet égard que les règlements de Bâle 3 exigent moins de capital affecté dans le cas des crédits à l'immobilier – évidemment moins risqués que

des crédits à l'industrie. Et au mouvement de concentration urbaine se superpose le fait que, dans la mondialisation actuelle, les marchés du travail sont souvent du type « *the winner take all* » et attribuent aux jeunes diplômés – qui s'installent en ville – des rémunérations très élevées. L'ensemble laisse l'impression d'une forme de ségrégation sociale dont les manifestations émergent aujourd'hui de façon choquante et parfois violente, comme dans l'hiver 2019 par exemple.

- Les rentes de rémunération contractuelle des dirigeants, sous forme de « parachutes dorés » notamment, mais aussi de gains supplémentaires liés à la valeur des actions de l'entreprise choquaient profondément Maurice Allais. Les rachats de leurs propres actions par les entreprises, financés par l'emprunt, étaient pour lui une dérive mortifère du capitalisme. L'une des raisons de son aversion profonde pour la mondialisation telle qu'elle a évolué venait de ce qu'elle avait exagérément favorisé ces sources supplémentaires d'inégalités en poussant le marché du travail vers une modalité, déjà évoquée, de *the winner take all*. Non seulement cette dérive a conduit à des niveaux de rémunération dénués de fondement économique sérieux (l'exemple des traders-négociateurs est le plus connu), mais cette dérive est aussi l'une des sources du faible accroissement de la productivité. C'est un aspect de l'évolution du capitalisme insuffisamment enseigné aujourd'hui : les pourcentages de créations d'entreprises aux États-Unis diminuent nettement plus vite que les défaillances. La fameuse « destruction créatrice » de Schumpeter ne joue plus son plein rôle. « Les murs s'effritent », pour reprendre ici le titre d'un chapitre de *Capitalisme, socialisme et démocratie*. A l'image de Joseph Schumpeter, Maurice Allais concevait le capitalisme comme la civilisation de l'inégalité des revenus per-

sonnels, certes, mais à condition que ceux-ci ne découlent pas de rentes de situation et qu'ils aient pour contrepartie une responsabilité individuelle réelle, et non pas seulement verbale. Les parachutes dorés des dirigeants ayant mis leur entreprise en difficulté lui apparaissaient évidemment comme un comble, le choquaient profondément.

- Il est permis de rattacher cette réflexion sur les rentes à la réflexion sur le risque – aujourd'hui universellement répandue – de Maurice Allais. Comme l'article sur le « paradoxe d'Allais » dans cette même livraison l'explique¹, l'expérimentation qu'il a organisée au tout début des années 1950 a montré *qu'au voisinage de la certitude*, notre aversion pour le risque au sens le plus général (plus général que la notion courante d'aversion au risque dérivée des écrits quasi-simultanés (1964) d'Arrow et de Pratt) augmente de façon singulièrement importante. Lorsqu'il n'y avait de ressources ou d'emplois que soumis aux caprices de la nature, à la légèreté des uns ou à l'agressivité des autres, on pouvait regarder avec philosophie l'insécurité, la ruine ou le malheur. Mais que les routes deviennent quasi-certainement dénuées d'incident imprévu, que les services des uns soient rendus effectivement dans la quasi-totalité des contrats, que la régularité de nos revenus soit quasi-mécaniquement assurée, et voilà que nous ne tolérons plus aucun incident, jusqu'au plus anodin. Les uns exigent donc un contrat de travail qui rende tout licenciement quasi-impossible, les autres refusent d'imaginer que leurs sources de revenus puissent être moins abondantes, même lorsqu'elles sont des plus considérables. Maurice Allais – contrairement à la règle de l'utilité espérée qui évalue de façon « linéaire en probabilité » le risque – ne jugeait pas « irrationnelle » de telles attitudes, mais il jugeait beaucoup de comportements observables comme déformant de

1. [Ndlr: voir dans le présent bulletin l'article d'Éric Barthalon « Le paradoxe d'Allais : une notoriété aussi universelle que justifiée »].

façon excessive la règle aux fins de justifier des situations de rentes économiquement injustifiées. Ces prétendues justifications sont en effet d'autant plus condamnables qu'elles aboutissent à rejeter une grande partie du risque sur d'autres et font par là même obstacle à une égalité des chances. Au cas des parachutes dorés répond, dans cette catégorie de rentes fondées sur un refus exorbitant du moindre risque, les interdictions de licencier réclamées par tel syndicat ou tel doctrinaire politique. Le modèle d'utilité espérée dépendant du rang (UEDR) pour l'évaluation du risque est à porter au crédit de Maurice Allais (1952-1988) – et à l'Australien John Quiggin (1981) – plutôt qu'à Tversky et Kahneman (1992) auxquels on l'attribue le plus souvent. Mais on sait moins souvent que l'aversion aux rentes de l'inventeur du modèle UEDR était soutenue par une philosophie de la tolérance raisonnable au risque.

- Dans un mouvement lié à la trop faible progression de la productivité, la concentration d'entreprises dans nombre de secteurs tend à devenir prohibitive pour toute forme de concurrence possible. Maurice Allais ne voyait pas sans anxiété le développement des entreprises bénéficiant « d'externalités de réseau » comme les grandes plates-formes que sont aujourd'hui Facebook, Amazon, Google, Alibaba, Tencent, etc. Ces externalités de réseau sont à la source de rentes de situation parmi les plus graves que l'économie de marché et le capitalisme, y compris d'État, aient laissé engendrer, autant en Chine qu'aux États-Unis. Elles sont à la fois produits et causes de nombreux abus de position dominante que les législations ou défaillantes ou mal appliquées ont laissé se développer, mettant en cause la survie d'entreprises nouvelles et par conséquent la faiblesse du taux apparent de création d'entreprises et de croissance de la productivité, aux États-Unis comme ailleurs. Trop de concentration tue l'émulation. Autant il est ridicule de ne pas voir qu'un système économique a

besoin de grandes entreprises autant que de petites (et d'entreprises moyennes, le cas de la France étant particulièrement significatif de ce manque), autant il est abusif de concéder des rentes de comportement aux très grandes entreprises. Les cas de comportements prédateurs de telle ou telle des multinationales citées que dénoncent des revues aussi respectées que le *Yale Law Journal* sont autant de coups portés aux vertus de la concurrence. L'enseignement académique des moyens d'action admissibles de la part des responsables d'organisations productives a donné lieu sur ce point à des réactions très vives des universitaires aux États-Unis il y a une trentaine d'années, mais toutes les réserves ont été levées peu à peu et ceci n'est peut-être pas sans lien avec cela. Bien entendu, d'autres causes, liées à des évolutions récentes des économies avancées (baisse des progrès de productivité, médiocre croissance réelle, taux d'intérêt réels très faibles, nuls ou négatifs, inflation anormalement faible), ou associées à des décisions de politique économique et monétaire (décisions politiques de soutien budgétaires à des entreprises sans justification économique, politiques économique et monétaire très accommodantes visant à prévenir la matérialisation du risque de déflation, mais aboutissant parfois à maintenir en vie des entreprises « zombies ») expliquent cette situation anormale d'insuffisante « destruction créatrice », si cruciale pour un capitalisme sain. Cette conjugaison d'un affaiblissement de la volonté de faire respecter les règles de la concurrence – en particulier aux États-Unis – et d'un affaiblissement récent des économies industrialisées a incontestablement contribué à rendre plus nombreux les cas d'abus de position dominante dans les pays avancés.

- La législation sur la concurrence s'efforce de limiter ce que l'on peut voir ici comme des rentes abusivement servies à des entreprises qui ne le justifient pas. Maurice Allais a évidemment combattu ces pratiques,

d'autant qu'elles étaient monnaie courante dans la France des années 1950, marquée à la fois par une grave inculture économique nationale et par la tentation de beaucoup de démocraties aux économies éprouvées par la guerre : les députés battus aux élections parce qu'ils n'avaient pas cru devoir interdire une importation de tomates du pays voisin, ou ceux qui étaient élus parce qu'ils avaient « obtenu une subvention » pour une entreprise sans avenir et prétendaient avoir « sauvé l'emploi » local ne se comptaient plus... En d'autres termes, créer des rentes pour les uns rapportait des avantages à d'autres. On ne s'étendra pas sur ce point, dont on peut aimer à penser que l'impact négatif est aujourd'hui moins important qu'il n'était il y a cinquante ans.

- Mais les rentes servies aux entreprises comme aux particuliers peuvent être moins voyantes. Les prix de l'utilisation des infrastructures, des services de transport – transport de fret comme de passagers – ou des sources d'énergie peuvent engendrer autant de rentes biaisant la concurrence. Sur cette « tarification des services publics », Maurice Allais – avec ses élèves, Marcel Boiteux, Jacques Lesourne et Hubert Lévy-Lambert notamment – a fourni des contributions parmi les plus illustres internationalement à ces politiques de « vérité des prix ». L'article d'Alain Bonnafous dans cette même livraison traite le sujet². On se bornera donc ici à remarquer qu'on ne saurait donc être moins vigilant aujourd'hui dans ces domaines qu'au siècle dernier. Un exemple : les contributions d'Allais montrent que les péages autoroutiers devraient être modulés en baisse lorsque les encombrements sont faibles et inversement. Or, la pratique qui a parfois consisté à concéder à des entreprises privées des tarifs élevés au départ pour amortir leurs investissements et des tarifs moindres par la suite a conduit à faire exactement l'inverse... Les exemples

extrêmement graves évoqués par Alain Bonnafous montrent en outre les pertes économiques tragiques, tant en matière d'environnement que d'emploi, dues aux refus – notamment syndicaux – de l'application du « Rapport Allais ». Sur ce point, rien n'a changé au fond. Et le message de Maurice Allais et de ses élèves demeure intact.

Une construction européenne incomplète

Dès le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Maurice Allais affirmera ses convictions favorables à l'économie de marché, opposées à l'idéologie communiste, qu'il sera l'un des seuls, avec Raymond Aron, à dénoncer, et opposées aussi aux droites hyper-conservatrices héritées des mouvements de l'entre-deux guerres. Mais il affirmera surtout ses positions pro-européennes. Sans doute influencé par des travaux de l'immédiat avant-guerre à Londres sur le fédéralisme, tels ceux de Hayek, il participe au Congrès de Montreux en 1947 et y présente un rapport resté dans beaucoup de mémoires sur les aspects économiques du fédéralisme. Il conservera toute sa vie la conviction qu'une fédération politique est un préalable à une union économique de l'Europe – il évoluera peu à peu vers des notions plus confédérales au fil du temps. La sage démarche d'un Robert Schuman posant en axiome que la mise en commun d'outils économiques contraindrait les États à accepter des politiques économiques communes et, au-delà, de progressives mises en commun d'éléments de souveraineté, lui apparaissait comme une utopie.

Que Maurice Allais ait recommandé le « non » au référendum sur le Traité de Maastricht n'a donc rien que de naturel : pour lui, adopter une monnaie unique aurait demandé une intégration supplémentaire,

2. [Ndlr: voir « L'apport de Maurice Allais à l'économie des transports et aux principes de tarification », dans le présent bulletin].

après plusieurs étapes intermédiaires. Mais la position de Maurice Allais sur le Traité de Maastricht a été à tort interprétée comme une attitude souverainiste stricte, opposée à l'idée de monnaie unique, voire à l'union de l'Europe. La rumeur médiatique a ainsi été à l'origine d'une monumentale erreur. Il faut en effet souligner que, dès 1947, Maurice Allais appelait de ses vœux non seulement l'union de l'Europe, mais la création d'une monnaie unique, condition de l'efficacité économique sur un grand marché. Il reprendra et développera tous ces thèmes en 1959 dans *L'Europe unie, route de la prospérité*³.

Pour Maurice Allais, l'intégration européenne devait se faire avec une large mise en commun des valeurs et des cultures nationales. On pourrait voir là une implication logique peu souvent évoquée du théorème d'impossibilité d'Arrow, développant le paradoxe de Condorcet : sans un socle de valeurs communes, il est difficile de trouver un ordre de priorité collectif à partir des ordres de préférence individuels... Quoi qu'il en soit, Maurice Allais argumentait en faveur du recrutement de personnel enseignant en provenance de pays autres de l'Union. En France, entre 30 % et 50 % des enseignants de l'enseignement secondaire auraient dû être, selon lui, d'origine européenne non française. Il s'agissait là d'une conviction profonde. On imagine les progrès en langue étrangère que cela aurait représenté pour les élèves et pour les étudiants de notre pays, qui ont pendant très longtemps souffert – et pour quelques-uns souffrent encore – d'une réputation exécrable sur ce point, un handicap au niveau des études supérieures et de la recherche. Mais il faut surtout imaginer le rapprochement des modes de penser, d'appréhension du monde, que cela représenterait. Évidemment, il aurait fallu d'abord faire admettre aux syndicats qu'il ne s'agissait pas d'une perte d'emplois dans l'Éducation nationale, d'une part; et pas non plus d'une violation des sacro-saintes règles de recrutement par

concours de la fonction publique française. Au niveau de l'enseignement supérieur, la situation actuelle ne fait place qu'à un petit nombre d'étrangers du fait des règles de recrutement – et des rémunérations. Cela fait figure d'exception dans les grands pays du monde occidental. Aux yeux de Maurice Allais, c'était un handicap pour la pensée et la recherche françaises, mais c'était avant tout un handicap pour l'union de l'Europe.

Bien entendu, les étapes intermédiaires évoquées ci-dessus comme préalables à l'établissement d'une monnaie unique auraient dû comporter, pour Maurice Allais, la mise en place d'une politique budgétaire commune au niveau fédéral ou confédéral. Les budgets nationaux auraient bien entendu continué d'exister, comme c'est le cas dans une fédération politique achevée, par exemple les États-Unis d'Amérique. Mais un budget fédéral substantiel aurait permis d'assurer la mutualisation d'un certain nombre de dépenses publiques au niveau de l'ensemble de l'Union, de même que le mécanisme des recettes et des dépenses fédérales assure de manière quasi-automatique un soutien fédéral à un État fédéré ayant à faire face à un choc « asymétrique » (c'est-à-dire affectant cet État, mais pas l'ensemble de l'Union). Par ailleurs, dans le cas de chocs affectant l'ensemble de l'Union, l'existence d'un budget fédéral significatif devrait permettre d'assurer une stabilisation d'ensemble de la zone.

Des progrès importants ont été réalisés dans cette direction depuis la crise financière de 2008. En particulier la création de la Procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques, le Mécanisme européen de stabilité et, surtout, le Plan de relance européen proposé récemment par l'Allemagne et la France, puis par la Commission, illustrent un processus historique de grande importance.

Ce qui est vrai des processus de stabilisation économique renforcés par un budget fédé-

3. Calmann-Lévy, Paris, 1959, 369 p.

ral est également avéré s'agissant de l'impact très positif d'une Union financière dans une zone à monnaie unique. Plusieurs études académiques confirment qu'aux États-Unis, le canal financier est significativement plus important que le canal budgétaire pour atténuer les chocs asymétriques qu'affrontent les États. Le processus est double : d'une part, les crédits et les financements sont décidés par des entités – banques et marchés – qui ne dépendent pas d'un État particulier mais de l'ensemble de l'Union – donc ces financements ne sont pas directement affectés par les difficultés éventuelles des banques et marchés de l'État frappé par le choc ; d'autre part, les agents économiques de l'État en difficulté répartissent leurs actifs financiers dans l'ensemble de l'Union et pas seulement dans leur État d'origine. Maurice Allais estimait que cette « union financière » devait faire intégralement partie de l'établissement d'une monnaie unique. La décision de créer une Union bancaire en 2015 et celle de créer progressivement l'Union des marchés de capitaux vont précisément dans le sens de ce qu'il pensait indispensable. Il aurait sans aucun doute souhaité la double accélération de l'Union budgétaire et de l'Union bancaire.

Une contribution au débat monétaire

Dès 1947, Maurice Allais était entré dans un débat ancien avec des arguments nouveaux. Le débat ancien est celui de la *Currency School* contre la *Banking School*, débat qui surgit en Angleterre avant que ne soit adopté l'Acte de Peel (en 1844), puis après la suspension de cet Acte due à la crise de 1847. La première école, soutenue par David Ricardo, considère en se fondant sur la théorie quantitative de la monnaie que, si l'on veut éviter l'inflation et ses désordres sociaux, la monnaie doit être créée par la seule banque centrale (ce en faveur de quoi tranchera l'Acte de Peel), tandis que la seconde, illustrée par le banquier Thomas Tooke, identifie la monnaie au crédit, alors consenti sous forme d'émis-

sion de « billets de banque » convertibles en or. La première école considère que les crises sont dues à l'émission excessive de crédit par les banques, la seconde que la crise de 1847 est due à une insuffisance de la quantité de monnaie mise en circulation par l'autorité de création monétaire centrale. Après 1847, c'est donc, finalement, la *Banking School* qui l'emportera. Mais, après 1914, le débat rebondit. Les tenants de la *Currency School* sont alors Henry Simons, père de ce que l'on appelle le « Plan de Chicago » (1920) ou la « monnaie 100 % » et Irving Fisher, tous deux économistes américains « de gauche » qui s'inquiètent d'une crise potentielle. Après la crise de 1929, la politique de Roosevelt penche de leur côté, et on pouvait s'attendre à une réforme monétaire « historique », mais le fameux *Glass-Steagall Act* (1933) s'arrêtera finalement au milieu du gué (pour des raisons peut-être fortuites, le rapporteur du projet étant décédé la veille du débat), se contentant de la séparation entre banques d'affaires et banques de dépôts, ces dernières faisant seules l'objet d'un encadrement strict par la banque centrale. Après la Seconde Guerre mondiale, le débat rebondit, mais en changeant de bord politique : les défenseurs de la *Currency School* sont désormais groupés derrière le conservateur Milton Friedman, en opposition à Edward Shaw et John Gurley, économistes « libéraux » au sens américain du terme. Entre-temps, la formulation des arguments avait aussi changé.

Maurice Allais tient dans ce débat une place à part, car il reformule, dans des termes inspirés de la relativité en physique, la théorie quantitative de la monnaie, au cours des années 1960 et 1970. De ce fait, ses arguments vont au-delà de ceux des tenants de la *Currency School* mais ils aboutissent aux mêmes conclusions. Les crises sont dues à une création de monnaie excessive résultant de divers facteurs dans les périodes de prospérité, alors même qu'en période de récession on assiste à une pénurie de crédit (et donc de monnaie), les banques commerciales reculant alors devant les risques encourus ou

ressentis, au moment même où l'on aurait vraiment besoin de créer de la monnaie. La dynamique monétaire d'Allais est d'une conception subtile et ne saurait se résumer à une idée vague de « spéculation » excessive en période de prospérité, car elle est liée aux besoins d'encaisses des entreprises et des ménages, et aux interactions de ces besoins avec la création monétaire : elle ne peut trouver sa place dans le présent exposé⁴. Quoi qu'il en soit, le système consistant à confier la quasi-totalité (98 %) de la création de monnaie aux banques commerciales est ainsi frappé d'une instabilité inhérente aux yeux de Maurice Allais. Il faut par conséquent rendre à la banque centrale le monopole de la création monétaire, comme l'ont demandé les tenants de la *Currency School* aux diverses époques rappelées ci-dessus. Au passage, on socialise ce faisant la rente aujourd'hui dévolue aux banques commerciales de « seigneurage » (ainsi nommée par référence au privilège de « battre monnaie » des seigneurs médiévaux). On revient ainsi au thème qui marque le début de cet article : socialiser les rentes que l'on ne peut pas supprimer.

Pour combattre la « grande récession » de 2008-2009 et face aux réticences des banques à accorder du crédit, les banques centrales ont eu recours, dans une période de taux d'intérêt très bas, voire nuls ou négatifs, à des politiques dites « non conventionnelles » de natures multiples : augmentation quantitative très significative de la « base monétaire » (monnaie créée par la banque centrale) grâce à l'achat massif de valeurs négociables publiques et privées, abaissement considérable des taux d'intérêt de marché à moyen et long terme grâce aux mêmes achats quantitatifs, réorientation des capitaux privés vers des investissements plus risqués qui auraient été autrement négligés, refinancement ciblé à taux extrêmement favorables des crédits bancaires, généralisation de la communication aux marchés de leurs orientations prospectives par

les banques centrales (« *forward guidance* »). De manière non surprenante, compte tenu des structures de financement de leurs économies, la Banque centrale européenne a particulièrement insisté sur le refinancement exceptionnel des banques commerciales (qui financent 75 % de son économie) et la Federal Reserve sur les interventions sur les marchés financiers (qui financent 75 % de l'économie américaine). Maurice Allais a été favorable à ces actions non conventionnelles à la suite de la crise de 2008. L'aurait-il été à la reprise de telles politiques à partir de 2012, aux États-Unis et en Europe ? La réponse est ici beaucoup moins assurée, non seulement parce que les effets secondaires à moyen ou long terme de ces politiques pouvaient lui apparaître comme dirimants, mais aussi parce qu'on ne peut être certain de l'analyse (sans doute très originale) que Maurice Allais aurait faite de l'affaiblissement des fondamentaux des économies avancées depuis dix ans. Comme on l'a indiqué au tout début de cet article, nous ne saurions donc être, dans un tel cas, ni plus précis ni plus explicite.

Le débat reste donc ouvert. Le monde a changé depuis 1977. Indépendamment des transformations structurelle des pays avancés dans les dix dernières années, qui créent un environnement nouveau, les ordres de grandeur des budgets publics tout comme ceux des bilans des banques centrales sont devenus des multiples inattendus de ce qu'ils étaient ; par ailleurs, le « *shadow banking* », l'ensemble de ces organismes financiers conduisant à l'équivalent d'une création monétaire et qui échappent pourtant jusqu'ici à la régulation par les banques centrales, s'est développé au-delà de toutes les prévisions. Bien entendu, tout ceci appelle une réévaluation ou *a minima* un affinement des positions des uns et des autres sur ce thème de la monnaie 100 %. Quoi qu'il en soit, la contribution si remarquablement originale de Maurice Allais à ce débat devait être rappelée ici.

4. [Ndlr : pour plus de développements sur ce point, voir dans le présent bulletin l'article de Jean-Jacques Durand « Maurice Allais et la dynamique des crises »].

Un libre-échange bien tempéré

Que Maurice Allais ait condamné l'état présent des relations économiques internationales, que les médias qualifient le plus souvent du terme fourre-tout de « mondialisation », est un fait bien connu. On se risquera ici à se demander si ce fait n'est pas *trop* connu. Il a en effet été médiatisé sans nuances. Force est par ailleurs de reconnaître que les derniers écrits de Maurice Allais ont pu d'autant plus prêter le flanc à une interprétation erronée que leur lectorat n'était pas en mesure de les replacer dans le cadre général de son œuvre, beaucoup plus difficile d'accès. Ces textes tardifs, composés et rédigés très vite à destination d'un public large, alors que le sentiment de ne plus avoir beaucoup de temps étreignait douloureusement leur auteur, demandent en effet à être rapportés à l'ouvrage de Maurice Allais de 1972 sur le sujet (« *Les relations économiques internationales* »), ainsi qu'à la table-ronde qu'il avait organisée à l'École des mines en 1984 et aux modèles d'économie internationale classiques. Quelques-uns des lecteurs de ces ouvrages des dernières années, poussés parfois par des médias animés par des ignorants, parfois abusés par des politiques désireux de « récupérer » l'opinion d'un prix Nobel d'économie, se sont empressés de classer Maurice Allais parmi les économistes protectionnistes et anti-Union européenne, sans prêter attention à ce que d'autres – parfois les mêmes ! – le décrivent comme « ultra-libéral »... Cela mérite bien quelques explications. Que recommanderait Maurice Allais aujourd'hui en matière de relations économiques internationales ? Comment qualifier sa pensée sur ce sujet ? Une brève évocation théorique est ici utile.

Les économistes contemporains, dans leur majorité, fondent leurs analyses des relations économiques internationales sur des théorèmes dont le plus général est celui de Heckscher-Ohlin-Samuelson (H.O.S.), émanation moderne de l'analyse beaucoup plus restrictive des coûts comparatifs (termino-

logie souvent conservée par Maurice Allais) de David Ricardo. Ce théorème, pour peu qu'on considère attentivement les conditions de validité de sa démonstration peut servir à exposer et à justifier tout à la fois la pensée de Maurice Allais sur ces sujets. Entrer dans les détails techniques nous entraînerait au-delà des objectifs de cet article. Le lecteur pourra se forger une idée de ces conditions en se reportant à l'article de Maurice Allais reproduit dans ce même numéro consacré à « La mondialisation des échanges, mythologies et réalité », même si l'analyse des coûts comparatifs conduite là par Maurice Allais est plus rudimentaire que celle visée ici. La vision que retire Maurice Allais des conditions de validité de la preuve du théorème H.O.S. est que la règle doit être le libre-échange international, mais que celui-ci doit être entourés de garde-fous, que l'on se risque ici à expliciter en 7 points, et qui n'ont d'autre sens, il convient d'y insister, que celui de *maintenir les conditions d'un libre-échange véritablement optimal*.

1. Le libre-échange doit être la règle à l'intérieur de zones ou régions composées de pays de niveau de développement comparable. Aux yeux de Maurice Allais, l'Europe des Six avait cette vertu, le grand élargissement de l'Europe beaucoup moins.

En conséquence, on peut imaginer qu'il recommanderait une intégration plus poussée entre les pays de l'Union européenne dont les structures économiques restent les plus proches, quitte à intégrer plus tard dans leur cercle d'autres pays.

2. La notion de niveau de spécialisation interzonale doit se comprendre dans une perspective de long terme. Un tarif protecteur extérieur modéré doit pouvoir assurer que les *intensités d'utilisation du capital par rapport au travail* (l'une des conditions centrales de validité du théorème) ne se renversent pas entre les zones dans le court ou le moyen terme.

Toute protection doit donc se comprendre à moyen ou long terme, comme destinée à

maintenir des conditions de libre-échange fructueux, et non pas pour protéger des industries non compétitives à court terme.

3. Dans toute la mesure du possible, une monnaie unique doit caractériser chaque zone, ou, dans un premier temps au moins, des changes fixes entre les monnaies nationales composant la zone.

On peut ici se reporter à la section précédente.

4. A l'intérieur de chacune de ces zones, la mise en œuvre des politiques de concurrence doit être sourcilleuse et mutuellement cohérente. Cette question de « culture de politique économique commune » était considérée par Maurice Allais comme d'une grande importance. C'est parce qu'il a dû constater des pratiques trop différentes sur ce point entre les États-Unis et l'Europe que Maurice Allais a renoncé à la zone de libre-échange « Atlantique » qu'il avait appelée de ses vœux en 1957 (notons au passage que le qualifier aujourd'hui de protectionniste aurait le parfum de l'absurde). Il était en effet arrivé à la conclusion que les États-Unis ne s'opposaient pas suffisamment aux concentrations oligopolistiques, d'une part; que les pratiques concurrentielles y répondaient trop à des considérations de lobbying politique, d'autre part.

On peut donc sans risque de se tromper dire que Maurice Allais réclamerait aujourd'hui de s'attacher au problème soulevé par les grandes firmes multinationales, notamment les GAFA.

5. Entre les monnaies de ces zones économiques, il est souhaitable de maintenir des taux de change aussi peu variables que possible, ce qui implique, en pratique, de limiter les échanges de capitaux à court terme aux besoins liés au commerce international des biens et des services. Cette sagesse résultait d'ailleurs de l'expérience monétaire internationale de l'entre-deux-guerres et était inscrite dans les règles de

Bretton-Woods. Maurice Allais demanderait sans doute que des restrictions économiquement justifiées soient apportées à la liberté de mouvement de ces « capitaux spéculatifs » (*hot money*), tout particulièrement entre pays avancés, d'une part, et pays émergents et en développement, d'autre part.

6. Entre ces zones, on peut concevoir des négociations tendant à abaisser les droits de douane, mais dans des limites dictées par des considérations stratégiques. En agriculture, comme pour les biens de défense et de première nécessité, il faut se donner la règle générale que chaque zone doit conserver une fraction substantielle de capacité de production de ses besoins incompressibles. Pour l'agriculture, 80 % de la consommation incompressible doit pouvoir être produite en Europe, par exemple.

7. Entre ces zones, la mobilité des facteurs, et notamment du travail doit se concevoir à l'intérieur de limites visant à ne pas modifier à court ou moyen terme les conditions de production internes de chaque zone. Là encore, cette protection doit viser à ne pas bouleverser à court ou moyen terme les conditions d'un libre-échange profitable par renversement des « intensités de facteurs » déjà évoquées.

La vision exposée ci-dessus n'a guère le visage d'un « protectionnisme intelligent », sans parler d'un protectionnisme tout court. Chacune de ces 7 règles se fonde sur la recherche du plus grand *avantage commun* possible à retirer du libre-échange international, en veillant scrupuleusement à ne pas en bouleverser les conditions et à ne pas causer, à court et à moyen termes, de pertes collectives de bien-être qui seraient supérieures aux avantages retirés. S'il fallait absolument conférer à cette pensée un terme qui la caractérise, il faudrait la qualifier de *libre-échangisme* bien tempéré, un clin d'œil au chef-d'œuvre d'équilibre musical bien connu.

Conclusion

De sa théorie du « temps psychologique », Maurice Allais avait inféré une théorie de la mémoire. Pour lui, toute représentation du présent ou de l'immédiat futur ne saurait être déduite que de l'observation mémorisée du passé selon une pondération exponentielle, elle-même fonction de la vitesse d'expansion ressentie dans la période. Dans cet article, on a procédé à une sorte de test indirect de cette vision. Les modèles tirés de l'observation des faits passés par Maurice Allais peuvent-ils nous fournir une clé satisfaisante de jugement du présent ? Peut-on soumettre les préceptes de Maurice Allais au risque du ^{xxi}e siècle ?

On a pu remarquer au fil de cet article qu'un trait commun aux recherches de Maurice Allais, qu'il s'agisse du fonctionnement du capitalisme, de la monnaie, des échanges commerciaux ou de la construction européenne est la rigueur d'analyse appliquée à l'observation historique. Celui qui voulait entrer à l'École des chartes déroule ses raisonnements de manière mathématiquement impeccable, de sorte qu'il puisse extraire de la question qu'il étudie une explication logique mais intégrant toujours la psychologie humaine. Il lui faut avant tout bâtir le socle de modélisation de ce que l'on pourrait appeler le « système humain », qu'il s'agisse d'économie, de commerce ou encore de monnaie. C'est cette aspiration et cette démarche intellectuelle qui font de Maurice Allais un savant fréquemment en avance sur son temps : ce qu'il affirme procède d'une subtile mécanique humaine fondamentale, même si le déroulement peut parfois s'en trouver distendu dans le temps physique.

Ce qu'il a dit sur l'Europe est particulièrement éclairant à cet égard. Ce serait un contresens de considérer qu'il était anti-européen parce qu'il jugeait que la monnaie unique devait être précédée et immédiatement accompagnée d'une confédération budgétaire et d'une Union des banques et des marchés de capitaux. Maurice Allais nous a annoncé à l'avance tout cela pêle-mêle. Ce qui est fondé en logique économique, nous dit-il, devra se réaliser dans l'évolution économique, compte tenu du fait que le temps physique-historique des décisions n'est qu'un avatar du temps psychologique. Le propre de l'Histoire qui se fait est qu'elle n'est jamais écrite à l'avance. Mais les éléments porteurs d'avenir une fois correctement identifiés par la recherche scientifique, leur réalisation n'est ensuite qu'affaire de temps, au hasard des réalisations statistiques. C'est là un aspect puissant du message de foi en la science, à la fois déterministe et probabiliste, de Maurice Allais.